

**LA RECONSTRUCTION POST-CONFLIT EN AFRIQUE.
MALI-AU CARREFOUR DE LA DESTABILISATION POLITIQUE ET
L'IMPLEMENTATION DE LA PAIX**

**POST-CONFLICT RECONSTRUCTION IN AFRICA.
MALI- AT THE CROSSROADS OF POLITICAL DESTABILIZATION
AND PEACE IMPLEMENTATION**

Oana Vintilă*

Abstract:

In our world, increasingly globalized, Africa provided for several decades the impression of a continent that arouses indignation and compassion from other countries. Although it is a continent rich in natural resources and with diverse cultures, it still remains as a world of marginalization. The core of our work is a simple, but at the same time complex question: Can we talk about post-conflict reconstruction in a continent that is considered by the West as the figurative expression of the anarchy? In order to better reply to this question, we will analyze the conflict in Mali to see if it could be avoided or at least minimize its consequences.

Keywords: colonization, security, political destabilization, post-conflict reconstruction, peace implementation

A tous ceux dont l'existence se limite aux besoins primaires, à tous ceux qui sont abandonnés dans la surdité, la cécité, le mutisme et l'indifférence délibérés dans les conflits bestiaux gérés dans le silence coupable: résistez dignement !

Nane Tory Ottemey

* Oana Vintilă est doctorante à l'Université Babeş-Bolyai, École Doctorale La Paradigme Européenne en sciences politiques. Domaines d'intérêts de recherche actuelle : États africains et la reconstruction post-conflit.

Contact: oana_vintila2005@yahoo.com

Afrique- un pays à la recherche de soi-même

Prémises historiques

L’Afrique est l’expression vivante du fait que le monde reste toujours bipolaire, une bipolarité comprise en matière de riches et influents d’une part et pauvres d’autre part et que ces mêmes pauvres doivent relever le défi de la soumission et du sous-développement pour cesser d’être de simples pions sur la scène internationale. De même, en Afrique, au cours de cette dernière décennie, le couple sécurité et développement devient l’axe principal qui anime les réflexions de la communauté internationale en matière de reconstruction post-conflit. Les difficultés constatées en cette période sont marquées par les contextes économiques difficiles et politiques instables.

D’ailleurs, le déroulement des conflits africains tels que vécus par les populations africaines et observées par la communauté internationale, ne se résume pas seulement aux milliers de personnes mortes ou déplacées, mais aussi à des mutilations, des traumatismes, des perturbations intercommunautaires qui entraînent la haine et la division. Ces affrontements entament le fondement d’une société africaine déjà fragile, minée par la pauvreté, les déséquilibres socioculturel, politique et économique. Avec les conflits, on assiste à la destruction des maigres infrastructures existantes des services de santé, de l’éducation, de l’administration sans perdre de vue le dommage causé à l’économie exsangue. Pourtant, les ressources qui auraient servi aux activités du développement ont été dépensées dans les conflits, car le gouvernement dépense plus d’argent pour entretenir une guerre alors que les besoins primaires de leurs populations ne sont pas satisfaits.¹

Dire que l’Afrique est en retard c’est la jauger à l’aune des principaux indicateurs de développement employés pour caractériser le niveau de la vie de l’ensemble des pays du monde. C’est aussi considérer implicitement que l’ensemble de pays dits en développement doivent forcément évoluer vers un certain type de performances, économiques, sanitaires, éducatives, puisque ce sont les trois domaines qui permettent de définir *l’indicateur du développement humain* mis au point par le PNUD en 1990.² Si on considère

¹ Simplicie Feikoumo, *Les conflits armés en Afrique subsaharienne, un défi pour la communauté internationale*, Paris : Centre d’études diplomatiques et stratégiques de Paris, 2012, p. 14.

² Jérôme Accardo, Fabrice Murat, Gaël de Peretti, *L’INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN : UNE APPROCHE INDIVIDUELLE* [http://www.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/connaitre/colloques/acn/pdf11/texte_accardo_de_peretti_murat.pdf], consulté à 10.05.2015.

toutes ces grilles d'interprétation dans l'analyse de l'Afrique, le retard du continent en termes de développement apparaît flagrant. Mais on peut contester ces instruments de mesure et cette notion de retard en opposant que le continent africain a d'autres modes de fonctionnement et d'autres critères que ceux de la civilisation technicienne occidentale, comme par exemple l'attention accordée aux liens sociaux et la solidarité.³ De même, on peut souligner la formidable capacité du continent à absorber les multiples chocs externes qu'il a subis (la traite, la colonisation, l'insertion forcée dans la mondialisation libérale), tout comme l'ampleur de ses mutations internes (naissances des Etats nouveaux, croissance démographique rapide) sans basculer dans le chaos généralise.

L'historien pourrait nous le conter. Les territoires découpés à la conférence de Berlin en 1884⁴, par les puissances du jour, pour se faire leurs possessions éternelles, s'appellent colonies. Ils rassemblent des ethnies, des nationalités hétérogènes, disparates. Leur raison d'être ensemble réside dans une initiative et un projet qui leur sont étrangers.⁵ L'avidité, la détermination à imposer sa vision du monde et de la réalité semblent caractéristiques de la colonisation. Comme bien dit Paul Valéry, les colons « n'ont point l'égalité des échanges pour objet et leur rôle ne consiste pas le moins du monde à d'autrui. Leur énergie, leurs talents, leurs lumières, leur dévouement sont appliqués à créer ou à exploiter l'inégalité. »⁶

La reconstruction post-conflit

Notre discours est structure autour de l'idée de reconstruction post-conflit en Afrique, spécialement au Mali. Pour cela, il s'impose une courte explication de ce concept, mais a des autres termes qu'on va utiliser

³ Sylvie Brunel, *L'Afrique: un continent en reserve de developpement*, Paris : Editions Breal, 2004.

⁴ La conférence de Berlin, qui s'est tenue de novembre 1884 à février 1885, fut organisée par le chancelier Bismarck afin d'établir les règles qui devaient présider à la colonisation de l'Afrique. Britanniques, Français, Allemands, Belges, Portugais, Italiens se lancèrent dans l'intérieur de l'Afrique, qui fut partagé par les Européens en moins de quinze ans, au prix de quelques guerres contre les royaumes africains et d'incidents diplomatiques entre les États européens, dont le plus significatif fut l'incident franco-britannique de Fachoda en 1898.

⁵ Fabien Eboussi Boulaga, *Les conférences nationales en Afrique Noire. Une affaire à suivre*, Paris, Éditions Karthala, 2009, p. 95.

⁶ Paul Valéry, *Regards sur le monde actuel*, Paris: Librairie Stock, Delamain et Boutelleau, 1931, p. 100.

aussi à travers de ce travail, comme conflictualité, état défaillant. D'abord, notion forgée dans les années 1990 par les acteurs multilatéraux impliqués dans les processus de peace building dans des pays en proie à des conflits armés, la « reconstruction post-conflit » peut-être définie a minima comme la capacité à pouvoir transformer en conflits politiques non violents des conflits militaires.⁷

Par contre, la définition que la Banque Mondiale donnait en 1998 dans un des ses études sur la reconstruction et développement, s'appesantit sur l'impératif de la reconstruction globale de tous les éléments de base du système étatique (rebuilding of the socio-economic framework of society and the reconstruction of the enabling conditions for a peacetime society, the framework of governance and rule of law).⁸

Ainsi, la reconstruction d'un environnement socio-économique fiable est l'une des conditions du succès de la reconstruction post-conflit. Ce n'est que dans un tel contexte que nous pouvons mettre en place les conditions nécessaires à l'instauration d'une paix durable. La reconstruction des institutions préalables à toute gouvernance est un point focal de la reconstruction post conflit.

Ensuite, en ce qui concerne le concept de conflictualité, son approche la plus commode consiste à dire que cela représente l'essence de la géopolitique. Autrement dit, quelles que soit la forme ou l'intensité du conflit, là où il y a conflit, il a matière à l'analyse géopolitique. Inversement, là où il y a réflexion géopolitique, il y a conflit car les représentations des peuples comme des gouvernants sont elles aussi sources de conflictualité. Donc, les conflits peuvent être latents, prendre des formes de tension diplomatique, de crise internationale, de crise régionale ou de crise locale. Ils peuvent aussi prendre la forme d'une confrontation armée générale ou ponctuelle. L'essentiel est que la conflictualité est un élément déterminant dans la discussion sur l'Afrique et les conflits présents ou passés d'ici, comment nous allons le voir dans la partie suivante.

⁷ Alfred Nhema, "Introduction. The Resolution of African Conflicts", in Alfred Nhema, Paul Tiyambe Zeleda, *The resolution of African conflicts: the management of conflict resolution and post-conflict reconstruction*, Oxford: James Currey, 2008, pp. 1-8.

⁸ *Étude de la banque mondiale sur la reconstruction*, 1998, disponible en ligne sur [http://www.irenees.net/bdf_fiche-documentation-12_fr.html], consulté à 10.05.2015.

Pays émergent d'un conflit dans des conditions différentes et uniques. Par conséquent, la priorité, le calendrier, la pertinence et l'exécution des tâches varient d'un cas à l'autre. Par reconstruction post-conflit, on attend un cadre des mesures qui puissent aider un pays à dépasser les effets de la conflictualité, de la guerre. En posant l'univers des options, le cadre doit identifier les lacunes dans le processus de reconstruction et de capacités. Il vise également à aider à la planification et les efforts de coordination. Le cadre n'est pas un plan politico-militaire; ni une liste des activités obligatoires pour tous les cas ou une stratégie pour le succès. Plutôt, il offre un point de départ pour envisager ce que doit être fait dans la plupart des cas. Il ne suggère pas comment cela devrait être fait, ou qui devrait le faire. Les réponses spécifiques à quoi, comment, et qui sera différente dans chaque cas. Dans certains cas, ils seront largement déterminés par un accord de paix, tandis que dans d'autres elles seront élaborées par de multiples acteurs le sol.

Dans certains cas, il comptera plus les aspects humaine significative, financière et des capacités institutionnelles dans la société en question de tirer sur, tandis que dans d'autres, il peut y avoir une capacité minimale. Par contre, dans certains cas, il y aura un grand intérêt international, tandis que dans d'autres peu ou pas. En raison de différentes histoires, de référence et les parties intéressées, chaque cas doit être adressé sur ses propres mérites.⁹ Dans tous les cas, cependant, il est important de créer un processus de planification stratégique qui établit les priorités et une répartition appropriée du travail entre les nombreux acteurs locaux et internationaux impliqués. En général, les acteurs autochtones devraient avoir la première responsabilité et doit jouer un rôle central tout au long du processus de reconstruction, car il est en effet leur propre avenir qui est dans la balance. Dans la mesure où les acteurs internationaux sont nécessaires pour combler les lacunes au cours de certaines étapes du processus, renforcement des capacités des acteurs et des institutions autochtones puis facilitant les main-offs à eux sont cruciales pour le succès à long terme.

⁹ "Post-Conflict Reconstruction. A joint project of the Center for Strategic and International Studies (CSIS) and the Association of the United States Army (AUSA)", Association of the U. S. Army and Center for Strategic and International Studies, 2002, p. 2.

Alors qu'il est généralement entendu que la reconstruction a souvent lieu à divers moments pendant et après conflit, le cadre met tâches entre la cessation des conflits violents et le retour à normalisation. Pour les fins de ce cadre, la normalisation est atteinte lorsque: 1) extraordinaire intervention de l'extérieur ne sont plus nécessaires; 2) les processus de gouvernance et de l'activité économique largement fonction sur une base autonome et auto-entretenu; et 3) les relations internes et externes sont menée conformément aux normes généralement admises de comportement.¹⁰

L'idée de la reconstruction post conflit en Afrique n'est ni nouvelle, ni révolutionnaire. On ne veut pas réinventer la roue par ce travail, mais seulement de faire une analyse des diverses solutions proposées, des mesures prises et dès leurs résultats, afin de voir quelle est la plus efficace. On va essayer de proposer quelques propres solutions, mais sans avoir l'ambition des considère comme viables ou réalisable.

Ainsi, le processus de reconstruction des pays africains en post conflit part d'une initiative africaine dans le cadre de l'UA avec comme base le NEPAD, pour ensuite trouver un appui auprès de l'Union Européenne et des Nations unies. Dans sa vision et ses objectifs, le NEPAD reconnaît que « la paix, la sécurité, la démocratie, la bonne gouvernance, les droits de l'homme et une gestion économique saine sont des préalables aux développements durables.»¹¹

Alors, ce cadre politique établit un programme africain de reconstruction post-conflit ayant pour but, entre autres, d'approfondir les liens entre les différentes dimensions – paix, sécurité, humanitaire et développement – de la reconstruction post-conflit et la consolidation de la paix. Le cadre vise à encourager un état global de cohérence mutuelle entre les politiques et programmes, d'une part, de l'Union africaine/ NEPAD, des Communautés économiques régionales (CER), des États membres, de la société civile et des secteurs financiers et privés en Afrique et, d'autre part, des différentes institutions internationales, des organismes, des gouvernements, des ONG et des prestataires de services privés qui constituent les acteurs extérieurs du système de reconstruction post-conflit.

¹⁰ *Ibidem.*

¹¹ *Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)*, octobre 2011, pp. 14-16, disponible en ligne sur [<http://www.institut-numerique.org/61-le-processus-de-reconstruction-par-lunion-africaine-le-programme-uanepad-522462d9ba63d>], consulté à 10.05.2015.

Les conflits armés qui ravagent le continent africain depuis plus d'un demi-siècle¹² mettent en évidence la défaillance du système sécuritaire qui existe sur ce continent et, soulèvent la question sur la capacité des dirigeants africains à prévenir, gérer et résoudre les conflits pour assurer un avenir meilleur à leurs peuples. Les conflits inter ou intra étatiques qui se sont déclarés très tôt (pour des raisons faut-il le rappeler, politiques, socioculturelles ou économiques), encouragés par les rivalités de la période de la guerre froide, finissent par marquer l'esprit des autorités gouvernementales qui, à travers leurs organisations, se lancent à la conquête des voies et moyens pour reconstruire les pays en post conflit.

Elaborée dans le cadre d'un processus de consultation, facilité par le Secrétariat du NEPAD, le « cadre politique de reconstruction post-conflit en Afrique »¹³, a pu identifier les aspects qui peuvent contribuer à sa mise en œuvre : la sécurité, la transition politique, la gouvernance et participation, le développement socio-économique, la justice, les droits de l'homme, la réconciliation, la coordination, la gestion et la mobilisation de ressources. Ce cadre politique a pour but d'encourager un état global de cohérence mutuelle entre les différents acteurs que sont l'UA/NEPAD et les organes subsidiaires, la société civile et la communauté internationale.

Mali-au carrefour de la déstabilisation politique et l'implémentation de la paix

Les causes profondes de la crise malienne peuvent s'analyser dans le temps, comme l'alignement catastrophique d'un héritage colonial néfaste, de choix politiques malheureux, d'erreurs dans la gestion de crises, d'occasions manquées, de surprises stratégiques, de l'effondrement des élites et des institutions maliennes dans un contexte de criminalisation croissante de l'espace saharo-sahélien.

Mais pour mieux comprendre cela, il faut regarder dans l'histoire du pays. Ainsi, l'histoire du Mali remonte à l'Empire du Ghana (III^{ème} siècle après J.C.) et s'enrichit avec l'Empire du Mali du XI au XVII^{ème} siècle. Leur

¹² Serge Longou, *Economies parallèles et pérennisation des conflits armés en Afrique subsaharienne*, Paris : Institut de Stratégie Comparée, Commission Française, d'histoire Militaire, Institut d'histoire des conflits contemporains, 2005.

¹³ NEPAD, *cadre politique de reconstruction post conflit, programme pour la gouvernance, la paix et la sécurité, secrétariat du NEPAD*, juin 2005, pp. 6-26.

morcellement donne naissance à une multitude de royaumes. La conquête française du Soudan commence vers 1850 et s'achève avec la chute de Samori en 1898. L'histoire du Mali se confond ensuite avec celle de la colonisation. La colonie change plusieurs fois de nom : Haut-Sénégal, puis Niger, et enfin Soudan ; ainsi que de capitales : Kayes, Ségou, Bamako. Au niveau d'histoire contemporaine, un an après son adhésion à la Communauté française, en 1958, le Soudan français se joint au Sénégal pour former la Fédération du Mali. En 1959, Modibo Keita est nommé Président de la Fédération du Mali (incluant le Soudan, le Sénégal, le Dahomey (Bénin) et la Haute Volta (Burkina Faso). Des différends mènent à une rupture en 1960 et le 22 septembre 1960, le Soudan français devient la République du Mali et proclame son indépendance. Modibo Keita qui la dirige, donne une orientation socialiste au pays. Il est renversé par un coup d'État en 1968, et remplacé par Moussa Traoré dont le régime militaire va durer 22 ans.

L'instabilité croissante - rébellion touareg, contestation sociale - qui règne au début des années 90 entraîne le renversement de Moussa Traoré en 1991 et le retour à la vie démocratique. Un comité de transition est alors présidé par Amadou Toumani Touré, dit ATT.

En juillet 1992, Alpha Oumar Konaré est élu Président de la république et réélu en mai 1997. Il laisse derrière lui une démocratie de multipartisme bien ancrée. Quand même, au tournant du siècle, le Mali demeure néanmoins confronté à des problèmes importants, comme la corruption et le redressement d'une économie carencée.

Pour revenir un peu plus dans le présent et le conflit actuel du Mali, après dix ans de pouvoir du Président Amadou Toumani Toure et à quelques semaines de la fin de son dernier mandat, une junte militaire a tenté un coup d'Etat le 22 mars 2012. Alors que la situation interne en 2011 avait été marquée par la préparation du référendum sur la réforme constitutionnelle et les élections présidentielles et législatives prévue à partir d'avril 2012, le Mali se retrouve en situation d'instabilité politique. L'objectif déclaré de la junte était de mettre fin à « l'incompétence » du régime dans la lutte contre la rébellion et les groupes islamistes armés qui sévissent dans le nord du pays. La situation sécuritaire dans la région est devenue en effet encore plus préoccupante en 2011 avec le retour d'anciens combattants de l'armée libyenne d'origine malienne, et la présence de groupes terroristes affiliés au mouvement Al-Qaeda au Maghreb Islamique. Une recrudescence

de l'insécurité a été notée en janvier 2012, avec des attaques armées contre les camps de l'armée malienne qui se sont soldées par de lourdes pertes en vies humaines, le déplacement des populations locales et des manifestations dans les grandes villes du pays contre les populations d'origine Touareg.

L'important est que, depuis le 6 avril 2012, le Mali est amputé des deux tiers de son territoire. Différents groupes et milices armés font régner la terreur sur les populations civiles, dans le Nord du Mali : certains d'entre eux aspirent à l'indépendance de cette région. D'autres combattants veulent imposer la charia à l'ensemble du pays, par des modes opératoires divers. Enfin, des milices tentent de faire reculer ces factions rebelles, en marge des actions de l'armée malienne et en harcelant les populations touarègue. Avant ce coup d'État, les soldats maliens ont eu à subir pendant quatre mois non seulement des revers militaires mais également des atrocités de la part d'islamistes n'hésitant pas à égorger les prisonniers. Ainsi, le 24 janvier 2012, lors de la seconde attaque du camp d'Aguelhok, une centaine de victimes seront dénombrées. À partir de ce moment, l'armée malienne se repliera en plus ou moins bon ordre face aux troupes rebelles. Une question se pose alors : comment une armée nationale a-t-elle pu se laisser submerger à ce point par des forces irrégulières, certes bien entraînées et équipées ? Les griefs des soldats maliens étaient à ce moment-là, d'une part, que les troupes manquaient d'armes et de munitions, et d'autre part, que l'armée malienne, comme la plupart des armées africaines, était dépourvue d'une aviation permettant un appui sol efficace.¹⁴

Alors, au Nord, les batailles ne cessent pas pour autant. Elles s'opposent désormais le MLNA¹⁵, dont l'objectif était l'indépendance, et ses alliés islamistes qui visaient surtout à instaurer la charia. La lutte tourne en faveur des derniers nommés, mieux équipés et plus riches, et le MLNA est bientôt forcé de quitter les villes et places stratégiques de la région. Mais surtout, l'enjeu essentiel de la question saharo-sahélienne ne se joue pas à

¹⁴ Mouhamadou El Hady ; Pierre Amath Mbaye, "La crise malienne et ses leçons pour le Sénégal", in *IPODE. INNOVATIONS POLITIQUES ET DEMOCRATIQUES*, février 22, 2013, [http://thinktank-ipode.org/2013/02/22/la-crise-malienne-et-ses-lecons-pour-le-senegal/#_ftn1], consulté à 10.05.2015.

¹⁵ Le 16 octobre 2011, une coalition formée par ces soldats « revenants », le Mouvement National de l'Azawad et l'Alliance Touareg Niger-Mali voit le jour sous le nom de MLNA.

l'échelle locale. Il concerne l'économie mondiale et le redécoupage des zones d'influence entre les puissances internationales avec l'entrée en scène de nouveaux acteurs (américains, chinois, indiens) qui bousculent l'ancien paysage colonial.¹⁶ L'accès convoité aux richesses minières (pétrole, gaz, uranium, or, phosphates) dont regorgent le Niger, la Libye, l'Algérie, et le Mali d'après des prospections plus récentes, est au centre de la bataille invisible qui se déroule dans le désert.

On a vu que les causes de la guerre et de la violence en Afrique autant que leurs formes sont multiples dans l'histoire de ce continent. Elles s'expriment à travers notamment les récits et traditions orales sur les guerres entre peuples, les épopées et mythes du "héros conquérant" ou du "peuple de guerriers". On a ici la base idéologique d'une culture de la violence et de la guerre.¹⁷

En ce qui concerne la guerre au Mali, elle n'a pas encore révélé tous ses secrets. Les germes de la crise du pays étaient ancrés bien avant le coup d'État mené contre Amadou Toumani Touré.

Ni l'intervention militaire française, si controversée et critiquée, n'était si fructueuse comme prévu car après presque un an après son début la situation au Mali n'est pas stable.

Pour conclure, à quoi va aboutir le conflit au Mali, cela reste à voir. Au terme de près de huit mois de négociations, la médiation internationale à Alger conduite par le ministre des Affaires étrangères algériens, Ramtane Lamamra, a finalisé un texte pour un accord de paix au Mali qui a été transmis ce jeudi au gouvernement malien et à la coordination des mouvements armés du nord du pays. Un accord définitif devrait être trouvé ce week-end, selon la médiation algérienne qui veut clore ce chapitre ouvert en juillet dernier. Il est évident que la signature d'accord ne garantit pas la paix, mais c'est un pas, une étape de la reconstruction post-conflit au Mali.

¹⁶ Pascal de Gendt, *Les enjeux du conflit au Nord Mali*, Brussels : Service International de Recherche, d'Éducation et d'Action Sociale asbl, 2012, p. 5.

¹⁷ Pierre Kipre, « De la guerre et de la paix en Afrique », *Afrique Contemporaine*, No. 207, 2003, pp. 133-146.

Bibliographie

Livres et articles :

- Accardo, Jérôme, Murat, Fabrice, de Peretti, Gaël, *L'INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN : UNE APPROCHE INDIVIDUELLE*, [http://www.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/connaitre/colloques/acn/pdf11/texte_accardo_de_peretti_murat.pdf], consulté à 10.05.2015.
- Boulaga, Fabien Eboussi, (2009) *Les conférences nationales en Afrique Noire. Une affaire à suivre*, Paris : Editions Karthala.
- Brunel, Sylvie, (2004) *L'Afrique: un continent en réserve de développement*, Paris : Éditions Bréal.
- De Gendt, Pascal, (2012) *Les enjeux du conflit au Nord Mali*, Brussels : Service International de Recherche, d'Éducation et d'Action Sociale asbl.
- El Hady, Mouhamadou ; Mbaye, Pierre Amath (2013), "La crise malienne et ses leçons pour le Senegal", in *Ipode. Innovations Politiques Et Democratiques*, [http://thinktank-ipode.org/2013/02/22/la-crise-malienne-et-ses-lecons-pour-le-senegal/#_ftn1], consulte à 10.05.2015.
- Feikoumo, Simplicie (2012), *Les conflits armés en Afrique subsaharienne, un défi pour la communauté internationale*, Paris : Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris.
- Kipre, Pierre (2003), 'De la guerre et de la paix en Afrique', in *Afrique contemporaine*, no 207.
- Longou, Serge (2005), *Economies parallèles et pérennisation des conflits armés en Afrique subsaharienne*, Paris : Institut de Stratégie Comparée, Commission Française, d'histoire Militaire, Institut d'histoire des conflits contemporains.
- Nhema, Alfred (2008), « Introduction. The Resolution of African Conflicts », in Alfred Nhema, Paul Tiyambe Zeleda, *The Resolution of African Conflicts: the management of conflict resolution and post-conflict reconstruction*, Oxford: James Currey.
- Valery, Paul (1931), *Regards sur le monde actuel*, Paris, Librairie Stock, Delamain et Boutelleau.

Documents et études :

Étude de la banque mondiale sur la reconstruction (1998), disponible en ligne sur [http://www.irenees.net/bdf_fiche-documentation-12_fr.html], consulté à 10.05.2015.

NEPAD, cadre politique de reconstruction post conflit, programme pour la gouvernance, la paix et la sécurité, secrétariat du NEPAD (2005).

Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) (2011), disponible en ligne sur [<http://www.institut-numerique.org/61-le-processus-de-reconstruction-par-lunion-africaine-le-programme-uanepad-522462d9ba63d>], consulté à 10.05.2015.

"Post-conflict Reconstruction". A joint project of the Center for Strategic and International Studies (CSIS) and the Association of the United States Army (AUSA) (2002), Association of the U. S. Army and Center for Strategic and International Studies.